

1 - Actualité nationale et internationale

Nomination

Banque de France

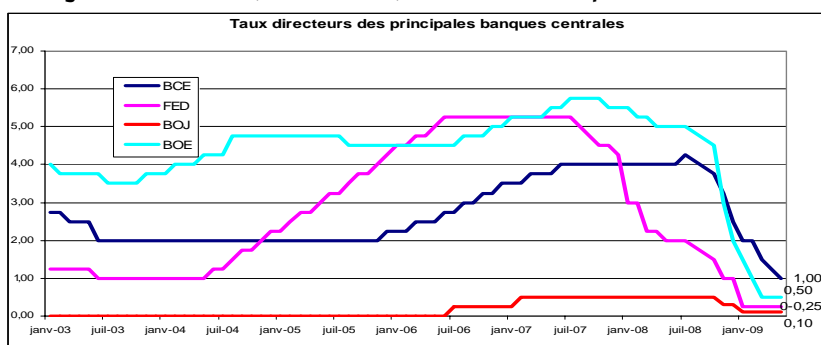
Sur proposition du Premier ministre, lors du conseil des ministres du 28 octobre 2009, M. Christian Noyer a été reconduit au poste de Gouverneur de la Banque de France pour un nouveau mandat de six ans, à compter du 1^{er} novembre 2009.

Taux d'intérêt

La BCE et la FED maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 5 novembre 2009 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que les données récentes confirment une reprise progressive en 2010 mais que l'incertitude sur cette reprise demeure élevée.

Le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a maintenu le 4 novembre 2009 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Selon une première estimation du département du Commerce, le PIB des Etats-Unis a progressé de 3,5 % au troisième trimestre 2009 en rythme annuel. En septembre 2009, les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 0,5 % par rapport à août. Les prix à la consommation ont progressé de 0,2 % en septembre sur un mois. La production industrielle a crû de 0,7 % par rapport à août. Les Etats-Unis ont perdu 190 000 emplois au mois d'octobre 2009 contre 263 000 au mois de septembre. Le taux de chômage est estimé à 10,2 % contre 9,8 % au mois de septembre.



Chômage

Augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en France et du taux de chômage dans la zone euro

En France métropolitaine, fin septembre 2009, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A s'établit à 2 574 900, soit une hausse en données corrigées des variations saisonnières de 0,8 % (+ 21 600 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 25,1 % (+ 33,9 % pour les hommes et + 16,5 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits en catégorie A croît de 30,2 %.

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 9,7 % en septembre 2009 contre 9,6 % en août. Il était de 7,7 % en septembre 2008. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union s'est élevé à 9,2 % en septembre 2009. Il était de 7,1 % en septembre 2008.

Inflation

Recul de l'inflation en France et dans la zone euro

En septembre 2009, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France diminue de 0,2 % sur un mois ; sur un an, il recule de 0,4 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 2,0 %.

Selon une estimation d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à - 0,1 % en octobre 2009. En septembre, le taux était de - 0,3 %.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire.

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 30 octobre 2009 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. La Banque du Japon a révisé ses prévisions d'évolution du PIB à - 3,2 % pour 2009-2010 au lieu de - 3,4 % et à +1,5 % au lieu de + 1 % en 2010-2011. En septembre 2009, la production industrielle du Japon a augmenté de 1,4 % par rapport à août. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont chuté de 2,3 % sur un an en septembre. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 2,6 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,3 % en septembre contre 5,5 % en août. En septembre 2009, avec un fort recul des exportations et des importations, respectivement de 30,7 % et de 36,9 % sur un an, l'excédent commercial s'élève à 3,86 milliards d'euros.

Forte progression du PIB chinois

Le PIB de la Chine a progressé de 7,7 % sur les neuf premiers mois de l'année et de 8,9 % en rythme annuel. En septembre 2009, la production industrielle de la Chine a augmenté de 13,9 % sur un an. L'indice chinois des prix à la consommation a baissé de 0,8 % en septembre sur un an et de 1,1 % en base annuelle sur les neuf premiers mois de l'année. En septembre, les exportations chinoises ont baissé de 15,2 % en glissement annuel et les importations de 3,5 %. L'excédent commercial de la Chine s'établit à 90 milliards de dollars sur les neuf premiers mois de l'année, en baisse de 26 % en glissement annuel. La Banque mondiale a revu à la hausse ses prévisions de croissance 2009 pour la Chine à 8,4 % au lieu de 7,2 %.

Médiation du crédit aux entreprises

Recul du taux de médiation réussi

Entre le 27 septembre et le 11 octobre 2009, le dispositif de la médiation du crédit a reçu 626 dossiers, portant à 17 490 le nombre de dossiers déposés en médiation au niveau national. En données cumulées, 84 % des dossiers ont été pris en charge par les équipes de la médiation, représentant 3,13 milliards d'euros d'encours de crédit traités. Le dispositif de la médiation a permis de conforter près de 7 809 entreprises, de débloquer 1,64 milliard d'euros de crédit et de préserver 155 689 emplois.

En données cumulées, le taux de la médiation réussie est de 64,2 % mais le taux de la période est en recul (59 % contre 62,3 % précédemment). Ce recul s'expliquerait par :

- une complexité accrue des dossiers déposés bien souvent trop tardivement en médiation,
- des situations financières de plus en plus dégradées, ce qui conduit parfois la médiation à aiguiller les entreprises vers les trésoriers-payeurs généraux ou vers les cellules de prévention des tribunaux de commerce. La moindre qualité des dossiers déposés s'explique aussi par le traitement en amont par les banques, qui anticipent un traitement favorable lorsque le risque est jugé supportable et souhaitent éviter la saisine du Médiateur.

Lutte contre le blanchiment de capitaux

Réunion plénière du GAFI

Au cours de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 14 au 16 octobre 2009, le Groupement d'action financière (GAFI) a pris des mesures pour identifier les pays présentant de hauts risques au plus tard en février 2010 et a publié une étude détaillée des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme dans le secteur des valeurs mobilières ainsi que de nouvelles lignes directrices pour le secteur de l'assurance-vie.

Publication au Journal Officiel

Gel des avoirs des entités liées au terrorisme

L'arrêté du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi du 22 septembre 2009, portant application des articles L. 562-1 et suivants du code monétaire et financier sur le gel des avoirs des personnes physiques, groupes et entités terroristes listés en annexe I et II de l'arrêté pour une durée de six mois à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et dans les Terres Australes, a été publié au Journal officiel de la République du 3 octobre 2009.

Actualité bancaire

Service d'aide à la mobilité bancaire

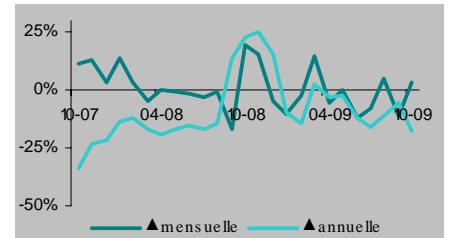
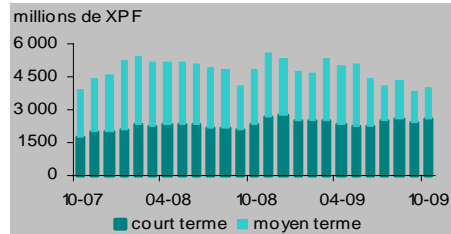
Depuis le 1^{er} novembre 2009, les banques mettent à disposition de leurs clients un nouveau service pour faciliter la mobilité bancaire, conformément à l'engagement pris en mai 2008. Ce service permet notamment la prise en charge à la place du client du transfert de toutes ses opérations de prélèvement et de virements vers un autre établissement bancaire.

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Forte baisse du refinancement à court terme sur un an.

en millions de F CFP	oct-08	sept-09	oct-09	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 361	1 418	1 373	-3,2%	-41,8%
Utilisations à moyen terme	2 464	2 409	2 595	7,7%	5,3%
Refinancement total	4 825	3 828	3 968	3,7%	-17,8%



Cotation

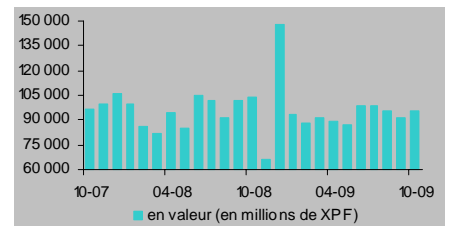
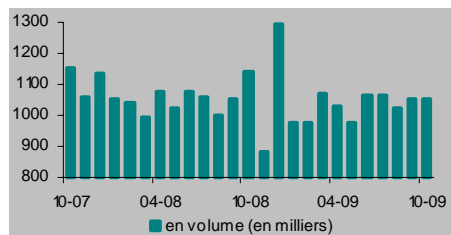
Augmentation du nombre d'entreprises éligibles au refinancement sur l'année.

en nombre	oct-08	sept-09	oct-09
Entreprises cotées :	4 463	4 792	4 842
dont éligibles au refinancement	1 213	1 744	1 356
en %	27,2%	36,4%	28,0%

Compensation

Augmentation des opérations sur le mois mais baisse sur l'année tant en nombre qu'en montant.

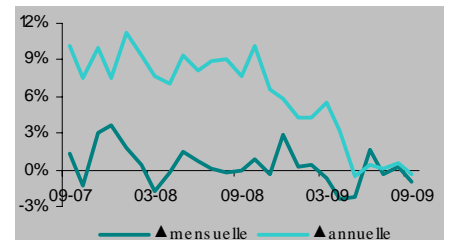
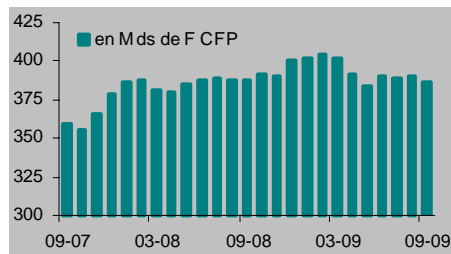
	sept-09	oct-09	▲/mois	cumul 09	▲ cumul/an
Nombre	1 050 544	1 053 955	0,3%	10 279 136	-2,3%
Montant (millions de F CFP)	91 205	96 079	5,3%	929 853	-2,2%



Masse monétaire

Repli de l'agrégat M3 en septembre, avec une nette baisse des dépôts à terme compensée par la progression des comptes sur livrets.

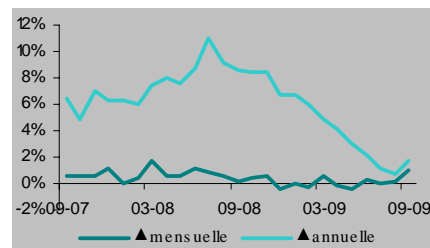
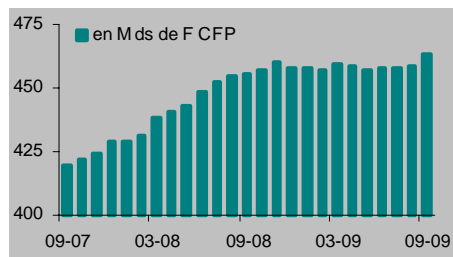
en millions de F CFP	sept-08	août-09	sept-09	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 001	13 811	13 384	-3,1%	2,9%
Dépôts à vue	135 697	145 771	146 705	0,6%	8,1%
Comptes sur livrets	60 375	103 733	105 461	1,7%	74,7%
Comptes d'épargne logement	204	210	207	-1,6%	1,5%
Dépôts à terme	165 817	115 393	111 718	-3,2%	-32,6%
Autres	12 304	10 717	8 393	-21,7%	-31,8%
Total M3	387 398	389 635	385 868	-1,0%	-0,4%



Concours de caractère bancaire

Hausse sensible des créances douteuses brutes et baisse des crédits de trésorerie.

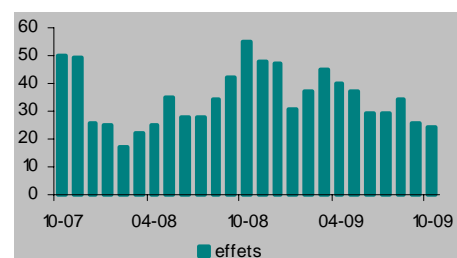
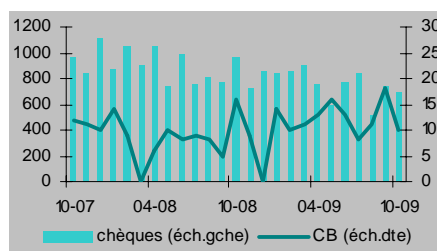
en millions de F CFP	sept-08	août-09	sept-09	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	136 786	134 087	132 441	-1,2%	-3,2%
Crédits d'équipement	61 131	62 477	66 415	6,3%	8,6%
Crédits à l'habitat	144 510	153 717	154 368	0,4%	6,8%
Autres crédits	84 921	74 042	73 919	-0,2%	-13,0%
Créances dout. brutes	28 037	34 012	35 922	5,6%	28,1%
Total CCB	455 385	458 335	463 065	1,0%	1,7%



Incidents de paiement

Baisse du nombre d'incidents de paiement en octobre.

en nombre	sept-09	oct-09	cumul 2009	▲/mois	▲cumul/an
Incidents de paiements :	780	724	7 956	-7,2%	-14,6%
- sur chèques	736	690	7 500	-6,3%	-15,9%
- sur effets	26	24	332	-7,7%	6,8%
- retraits de cartes bancaires	18	10	124	-44,4%	45,9%



Interdits bancaires

Baisse du nombre d'interdits bancaires pour les personnes physiques sur l'année, hausse pour les personnes morales.

en nombre	oct-08	sept-09	oct-09	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	4 056	3 929	3 919	-0,3%	-3,4%
- dont personnes physiques	3 646	3 489	3 486	-0,1%	-4,4%
- dont personnes morales	410	440	433	-1,6%	5,6%

3 – Brèves économiques locales

Plan de relance

Bilan d'étape

Le comité de suivi du plan de relance, réuni le 23 octobre 2009, a constaté l'état d'avancement des projets. Ainsi, la commande publique a atteint des niveaux inégalés à fin septembre 2009 : les liquidations de crédit se sont élevées à 23,2 milliards de F CFP, soit près de 4 milliards de plus qu'en 2008 à la même période. Le taux d'exécution affiche également une bonne performance avec 67 % prévus à fin 2009 contre 55,6 % en 2008.

Parmi les projets engagés dans le cadre du plan de relance, la future gare maritime des ferries de Papeete est l'un des plus importants. La pose de la première pierre de ce chantier d'ampleur, dont les travaux devraient s'étendre sur une durée globale de 22 mois, a été effectuée le 16 octobre. Cette réalisation, représentant un investissement de l'ordre de 2,5 milliards de F CFP, permettra d'améliorer sensiblement l'accueil et la sécurité des voyageurs et de fluidifier le trafic.

En outre, le Pays a décidé de concrétiser sa politique de développement de l'aquaculture par la construction d'un centre technique aquacole, baptisé « Vaia » (Vairao Aquaculture). Cette nouvelle structure de production, dont la réalisation nécessite un investissement de 534 millions de F CFP, abritera des éclosiers de crevettes et de poissons.

Le 26 octobre, la commission consultative des agréments fiscaux a avalisé trois projets d'une valeur globale de 3,3 milliards de F CFP (agroalimentaire, construction de bateaux et logement). A cette date, 10 dossiers avaient reçu l'agrément (base défiscalisable : 3,7 milliards de F CFP) et 37 dossiers restaient en instance (46 milliards de F CFP).

Le 27 octobre, la commission des marchés publics a examiné une dizaine de dossiers (Direction de l'équipement, Service de l'énergie, EAD), représentant un investissement global de près de 1 milliard de F CFP. Ces derniers concernent des projets de construction d'abris de survie et de centrales hybrides photovoltaïques aux Tuamotu, d'un mur antibruit à Papeete ainsi que la climatisation du nouvel hôpital.

Le gouvernement a alloué un budget de 200 millions de F CFP à la prime à la casse destinée à relancer le secteur automobile. Cette mesure est entrée en vigueur le

10 novembre 2009 et devrait être opérationnelle jusqu'au 30 avril 2010. Ce dispositif devrait également permettre de générer des recettes fiscales (taxes d'immatriculation et de mise en circulation) de l'ordre de 400 millions de F CFP.

Budget 2010

Dépôt du rapport portant sur le débat d'orientation budgétaire à l'Assemblée de Polynésie.

Le rapport du gouvernement portant sur le débat d'orientation budgétaire, préalable au vote du budget primitif pour l'exercice 2010, a été déposé le 7 novembre à l'Assemblée de la Polynésie française. Les grands axes d'actions du gouvernement sont la consolidation de l'activité touristique, l'instauration d'une politique volontariste de développement du secteur primaire, la préservation des équilibres sociaux, la protection de l'environnement et le développement de l'économie numérique.

Le rapport prévoit l'aménagement de la fiscalité en vue d'assurer le financement de la solidarité et le développement économique et social du Pays. Ce changement repose sur un aménagement de la Contribution de solidarité territoriale (CST) visant notamment à renforcer la contribution des revenus les plus élevés à l'effort de solidarité, et la création de la taxe intérieure de solidarité (TIS) affectant l'ensemble des opérations de ventes et de services à un taux de 1,5 %. Ces orientations n'ont pas manqué de susciter de vives réactions de la part des partenaires sociaux.

En 2008, les dépenses budgétaires directes de l'Etat et des établissements publics nationaux se sont établies à 167,8 milliards de F CFP, soit une diminution de 1 % par rapport à 2007.

En revanche, le montant des aides à l'investissement, reposant sur le dispositif de défiscalisation nationale, a plus que doublé entre 2007 et 2008, celui-ci passant à 27,2 milliards de F CFP à 68,2 milliards. Les principaux secteurs d'activité concernés par les 32 demandes d'agrément ont été le logement intermédiaire, l'hôtellerie, l'industrie, les transports aériens et les énergies.

Dépenses de l'Etat

167,8 milliards de F CFP ont été dépensés par l'Etat en Polynésie française en 2008.

Tourisme

Premier forum du tourisme nautique

La première édition du Forum du tourisme nautique s'est tenue les 27 et 28 octobre. Ce forum, qui a réuni l'ensemble des professionnels de la branche, a été organisé afin d'initier une réflexion profonde sur une structuration efficace de cette activité professionnelle constituant près de 20 % des recettes touristiques de la Polynésie française. Parmi les principaux obstacles au développement de l'activité nautique, les intervenants ont mis en lumière une réglementation contraignante et dissuasive pour les compagnies locales et étrangères, un manque de structures d'accueil dans les archipels éloignés et un déficit de personnel formé aux métiers du tourisme nautique.

Le Ministre du Tourisme a également annoncé la tenue prochaine de la troisième édition du Forum de la petite hôtellerie familiale les 24 et 25 novembre prochain. Cet événement a pour objectif de dresser un état des lieux du secteur et de se prononcer sur les réformes à mettre en œuvre en matière de réglementation, de classement et de promotion. Par ailleurs, ce forum sera également l'occasion de réaliser une vaste consultation de l'ensemble des acteurs et professionnels du secteur afin d'élaborer un schéma directeur dans ce domaine.

Etats Généraux de l'outre-mer

Décisions du premier conseil interministériel de l'outre-mer.

A l'issue du premier conseil interministériel de l'outre-mer concluant les états généraux, 137 mesures en faveur du développement économique de l'outre-mer ont été annoncées par le Président de la République. Les propositions retenues pour la Polynésie française, au nombre de 17, visant à valoriser son potentiel économique et de définir un modèle de développement durable fondé sur ses ressources propres et s'appuyant sur une vision stratégique à long terme. Les principales mesures sont les suivantes :

- valoriser les ressources naturelles en apportant l'expertise scientifique et technique de grands organismes ;
- promouvoir une démarche d'aménagement du territoire avec le concours des grands opérateurs de l'Etat. Ce dernier participera à la création et au pilotage de la future agence d'urbanisme, qui aura pour rôle d'élaborer des schémas directeurs et de définir des grands projets structurants ;
- sécuriser et clarifier les relations financières Etat-Pays par la réforme de la DGDE, proposer un accès facilité aux fonds européens pour la Polynésie française ;
- contribuer à une politique de création culturelle ;
- promouvoir les atolls de Moruroa et de Hao comme lieux de mémoire.

4 – Brèves économiques régionales

Australie

Relèvement du taux directeur de la Banque de Réserve australienne.

Lors de sa dernière réunion du 3 novembre 2009, la Banque de Réserve australienne (RBA) a décidé de relever son taux directeur de 25 points de base, à 3,5 %. La reprise de la croissance en Australie a ainsi convaincu la RBA de réduire progressivement l'impact de sa politique monétaire afin de soutenir la durabilité de la croissance de l'activité économique et de maîtriser l'inflation.

Le taux de chômage est resté stable au cours des cinq derniers mois (5,8 % en septembre). Bien qu'il n'y ait pas eu de croissance de l'emploi au cours de l'année écoulée, la hausse du chômage a été contenue par une plus grande flexibilité du marché du travail, grâce aux nombreux accords négociés au sein des entreprises sur la durée du temps de travail. Toutefois, la morosité du marché de l'emploi a conduit à un ralentissement significatif de la croissance des salaires, en particulier dans le secteur privé.

La croissance des dépenses des ménages a été plus lente sur le second semestre qu'au cours du premier semestre 2009. Néanmoins, les dépenses ont continué de croître, soutenues par une confiance retrouvée des consommateurs et dynamisées par des mesures gouvernementales d'augmentation du pouvoir d'achat des ménages. En revanche, les crédits aux entreprises se sont inscrits en baisse (- 4,6 % en glissement annuel à fin septembre) dans un contexte de resserrement des conditions d'octroi.

Nouvelle-Zélande

Accords commerciaux avec six émirats du Golfe Persique.

Le gouvernement néo-zélandais a annoncé que six accords commerciaux étaient actuellement en voie de conclusion avec six émirats du Golfe Persique : Bahreïn, Oman, Koweït, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis et Qatar. Les pourparlers, débutés il y a plusieurs mois, ont débouché sur un accord de principe avec tous ces partenaires. Ces six pays réunis représentent le septième partenaire commercial de la Nouvelle-Zélande, les exportations à destination de ces pays ayant augmenté de 218 % au cours des dix dernières années.

Les indicateurs de référence

INDICES	Indice	Δ/mois préc.	Glissement annuel
Prix à la consommation - septembre 2009 (base 100 décembre 2007)	102,0	-0,1%	-1,1%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand - septembre 2009 (base 100 janvier 2000)	121,6	-0,5%	-6,9%
Index BTP 01 - septembre 2009 (base 100 août 2001)	1,240	0,0%	4,3%
Indice TPP - septembre 2009 (base 100 août 2001)	1,184	0,1%	-0,8%

(source: ISPF)

COMMERCE EXTERIEUR (en M FCFP)	sept-09	Cumul 2009	Δ cum/an. préc.
Importations dont :	11 847	109 579	-16,4%
- produits agroalimentaires	2 685	23 748	-1,8%
- biens d'équipement	1 864	25 431	13,0%
Exportations dont :	408	7 063	-24,6%
- perles brutes	2	3 812	-19,5%
- poissons	103	336	82,7%

(source: ISPF)

TOURISME

	juil-09	août-09	Cumul 2009	Δ cum/ an. préc.
Nombre de touristes	16 853	15 808	103 737	-21,7%
Taux d'occupation de l'hôtellerie internationale	52,8%	56,8%		
	août-09	sept-09	Cumul 2009	Δ cum/ an. préc.
Trafic international à l'aéroport de Tahiti (en nbre de passagers hors transit)	52 274	43 268	395 137	-16,2%

(sources: ISPF, SEAC)

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,95% à 6,40% (Taux SGFGAS à partir du 01/11/2009)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/10/2009	30/09/2009	Var. M-1	fin 12/08	Var. fin 08
EONIA	0,3970%	0,5330%	- 0,136 pt	2,3520%	- 1,955 pt
EURIBOR 1 mois	0,4220%	0,4380%	- 0,016 pt	2,6030%	- 2,181 pt
EURIBOR 3 mois	0,7200%	0,7530%	- 0,033 pt	2,8920%	- 2,172 pt
EURIBOR 6 mois	1,0040%	1,0160%	- 0,012 pt	2,9710%	- 1,967 pt
EURIBOR 12 mois	1,2370%	1,2360%	+ 0,001 pt	3,0490%	- 1,812 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	7,10%	01/07/2009
taux d'intérêt légal		JORF
année 2009	3,79%	11/02/2009
année 2008	3,99%	23/02/2008

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/10/2009	30/09/2009	Var. M-1	fin 12/08	Var. fin 08
TEMPE	0,3564%	0,3584%	- 0,002 pt	2,4511%	- 2,095 pt
EURIBOR 1 mois	0,4300%	0,4550%	- 0,025 pt	2,9590%	- 2,529 pt
EURIBOR 3 mois	0,7380%	0,7710%	- 0,033 pt	3,2570%	- 2,519 pt
EURIBOR 6 mois	1,0170%	1,0420%	- 0,025 pt	3,3300%	- 2,313 pt
EURIBOR 12 mois	1,2430%	1,2610%	- 0,018 pt	3,4180%	- 2,175 pt
TMO	3,8500%	3,8500%	+ 0,000 pt	3,7300%	+ 0,120 pt
TME	3,6100%	3,6500%	- 0,040 pt	3,5300%	+ 0,080 pt
TRBOSP	3,8100%	3,8200%	- 0,010 pt	3,6400%	+ 0,170 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/10/2009	30/09/2009	31/12/2008	30/10/2009	30/09/2009	31/12/2008	30/10/2009	30/09/2009	31/12/2008
taux JJ	0,125%	0,255%	1,000%	0,250%	0,235%	0,425%	0,585%	0,540%	1,350%
3 mois	0,500%	0,790%	2,900%	0,385%	0,420%	0,950%	0,695%	0,640%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,470%	3,330%	3,020%	1,420%	1,270%	1,180%	3,640%	3,630%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2009)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,81%
Prêts à taux fixe	6,72%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,83%
Prêts à taux variable	6,12%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,92%
Prêts relais	6,59%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,16%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,20%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,40%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	20,20%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	9,20%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	80,6296	1 NZD/XPF	58,6512	1 HKD/XPF	10,4036	1 GBP/XPF	133,5180	
100 JPY/XPF	88,6171	1 AUD/XPF	73,3266	1 SGD/XPF	57,6621	100 VUV/XPF	81,8007	1 FJD/XPF	42,3778

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : M. REMBLIN - Éditeur et imprimeur: IEOM -

Agence de la Polynésie française 21, rue du Docteur Cassiau - BP 583 - 98 713 Papeete RP

Dépôt légal : 16 novembre 2009 - Achevé d'imprimer le 16 novembre 2009 - N° ISSN 1240-3830